

**MEMOIRE SUR LA SITUATION DU FRANÇAIS ET LES MOYENS DE
FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ET L'EPANOUISSEMENT DE LA
FRANCOPHONIE ONTARIENNE A L'UNIVERSITE D'OTTAWA**

préparé
par

Linda Cardinal
Professeure titulaire
École d'études politiques
Chaire de recherche : francophonie et politiques publiques
Université d'Ottawa
Linda.cardinal@uottawa.ca

soumis au

Groupe de travail sur les programmes et les services en français à l'Université d'Ottawa à
l'adresse électronique : vision2010-consultation@uOttawa.ca.

8 décembre 2006

Introduction

Nous tentons, dans ce mémoire de répondre à la question posée par le Groupe de travail sur les programmes et la situation du français à l'Université d'Ottawa : **comment l'Université d'Ottawa pourrait-elle traduire concrètement sa volonté de jouer un rôle de leadership et d'enrichir sa contribution à la promotion et au développement de la culture française en Ontario ?**

Le mémoire ne passera pas en revue les multiples informations déjà disponibles dans l'État des lieux préparé par l'Université sur les programmes et la situation du français au sein de son institution et diffusé au mois de septembre 2006 sur son site Internet. Il se limitera à un certain nombre de commentaires, à une réflexion plus générale sur l'attitude à privilégier à l'égard de la francophonie ontarienne et formulera quelques recommandations afin de contribuer à la discussion et à l'identification de moyens favorables au développement et à l'épanouissement de cette dernière à l'Université d'Ottawa.

L'État des lieux

Nombres, exigences financières et obligation de solidarité : une réconciliation nécessaire

Le document en ligne qui présente la situation des programmes et du français à l'Université d'Ottawa donne un état important de la question. Il me paraît toutefois traversé par une tension qui rend parfois mal à l'aise entre une représentation de l'institution comme un lieu marchand qui rivalise avec d'autres institutions d'enseignement pour attirer le plus d'étudiants possible, indépendamment de leur langue maternelle, et ce afin de permettre à l'Université d'être davantage compétitive et de faire le plein au plan financier et une autre conception de l'université mettant en valeur son mandat envers la diversité, le bilinguisme et la promotion de la francophonie ontarienne, ce que nous appelons la solidarité. Cette tension

s'exprime dans la façon dont le document procède à un portrait statistique de la francophonie ontarienne notamment de sa jeunesse expliquant que nous sommes en présence d'une population en déclin alors qu'en même temps, le rapport témoigne aussi de la volonté de l'Université de bien desservir cette population en fonction de son mandat.

En ce qui a trait à la question des nombres, ceux-ci ne cessent d'inquiéter tous les intervenants du milieu francophone et non uniquement les responsables de l'Université d'Ottawa. Par contre, les francophones seront toujours perdants lorsque l'on insiste sur les nombres en fonction d'une logique marchande alors qu'en nombre absolus, ils sont gagnants. En effet, jamais auparavant, les francophones de l'Ontario n'ont-ils été si scolarisés même s'il faut continuer à lutter contre le décrochage scolaire et que l'Université doit favoriser sans cesse la poursuite des études au sein de la population franco-ontarienne. Dans une économie du savoir, ces enjeux sont absolument cruciaux et l'Université ne peut pas en faire fi, ce dont ses représentants ne doivent jamais oublier. Si l'institution est pour se rapprocher de son milieu et s'y insérer pleinement, elle doit trouver des solutions au problème des nombres et continuer à œuvrer en vue d'une participation pleine et entière des jeunes francophones dans une économie du savoir où l'anglais, par ailleurs, ne doit pas être pas la seule langue du développement économique de la francophonie ontarienne et canadienne. L'Université doit œuvrer au développement d'une économie du savoir où le français sera respecté comme langue de connaissance et de travail¹. L'anglais représente certainement une valeur ajoutée au sein de cette économie, mais pourquoi s'y limiter et miner le développement institutionnel de la francophonie au nom de l'efficacité marchande ? L'Université demeure, malgré son insertion dans l'économie du savoir, une institution au service du milieu francophone, une institution à laquelle la communauté s'identifie pleinement. Elle n'est pas la seule à relever un tel défi. Le réseau universitaire du Pays de Galles fait face à la même situation. Pensons aussi

¹ Arnaud Sales, « L'impact de la globalisation et de l'économie du savoir sur la question linguistique au Québec », dans Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec. Les nouveaux défis*, Montréal, Fides, 2005, p. 147-189.

à l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud dont la mise en place de moyens visant la promotion de la langue afrikaner est une préoccupation de tous les jours. En acceptant de relever le défi de favoriser le développement de la langue française en Ontario, l'Université se trouve ainsi à participer à tout un réseau d'universités au plan international, dans la même situation qu'elle, qui cherchent à innover afin de s'assurer que les groupes envers qui elles sont redevables ne soient pas sacrifiés à l'autel d'une commercialisation mal gérée de la connaissance.

Ces enjeux nous obligent ainsi à penser à des solutions qui dépassent le milieu franco-ontarien. En outre, nous réitérons l'importance, certes déjà reconnu au sein de l'Université mais pas suffisamment, d'un recrutement plus important d'étudiants québécois, notamment aux 2^e et 3^e cycles ; d'une internationalisation de l'Université au sein de la francophonie internationale ; d'une intensification des échanges internationaux avec des universités francophones dont les universités françaises. L'Université ne devrait pas hésiter à tisser des liens avec des universités dont le mandat est semblable au sien afin de développer un cahier de bonnes pratiques dans le domaine de la promotion du multilinguisme et des minorités linguistiques.

L'économie du savoir exige la concentration des effectifs, la mise en commun des expertises car c'est grâce à l'intensification de la recherche que l'innovation devient possible². Nous comprenons donc la volonté de l'Université d'Ottawa d'être une grande université de recherche car c'est ainsi qu'elle peut davantage participer à la formulation des politiques publiques et à la compétitivité de l'économie canadienne sur le plan international. Toutefois, l'exigence de solidarité qui accompagne ce mouvement n'est pas à mettre au second plan. Les gouvernements savent qu'il faut aussi investir dans les politiques sociales car elles représentent aujourd'hui des domaines importants dans l'économie du savoir mais

² Thomas J. Courchesne, « Social policy and the knowledge economy: new century, new paradigm », *Policy Options politiques*, vol. 25, n° 7, 2004, p. 30-36.

aussi parce qu'il faut trouver des moyens de contrer les effets néfastes de l'individualisme³.

L'approche plus communautaire du Canada vise précisément à rappeler à sa population qu'elle ne peut être performante au plan économique que si les citoyennes et les citoyens sont solidaires les uns des autres⁴. C'est aussi un message que nous transmettons à l'Université.

Elle ne peut se contenter d'un discours sur les nombres et la marchandisation du savoir.

L'Université a toujours besoin de ressources supplémentaires et les gouvernements ontarien et canadien ont une responsabilité à cet effet. Le financement des universités au Canada est insuffisant et hypothèque leur capacité à innover. Pire, les universités dépendent beaucoup de l'apport financier des étudiants et une telle situation constitue une source de déséquilibre important dans des situations comme celle que vit l'Université d'Ottawa où elle doit conjuguer compétitivité et promotion de la francophonie. Malgré la situation qui s'impose à elle, l'Université ne peut faire fi de son obligation de solidarité envers sa population francophone et en particulier envers les étudiants, les professeurs et les membres du personnel francophones et francophiles qui ne demandent qu'à œuvrer davantage au développement d'une identité collective forte au sein de l'Université.

Le lien entre l'Université d'Ottawa et la communauté francophone de l'Ontario

L'image de marque de l'Université et la francophonie

Au fil des années, l'Université d'Ottawa est devenue un pôle important d'identification collective pour les francophones de la province. D'une part, les francophones de partout en province viennent étudier et vivre une expérience sans pareille à l'Université d'Ottawa car c'est souvent au sein de cette institution qu'ils apprennent à se reconnaître comme un membre à part entière de la francophonie ontarienne. D'autre part, la communauté

³ John Loughlin, 'The "Transformation" of Governance: New Directions in Policy and Politics', *Australian Journal of Politics and History*, vol. 50, no. 1, 2004, p. 8-22.

⁴ Keith G. Banting, « Choix politiques et solidarité sociale à l'heure de la mondialisation », *Policy Options Politiques*, vol. 25, n° 7, 2004, p. 42-49.

francophone de l'Ontario cherche aussi à tisser des liens avec l'Université d'Ottawa car elle lui reconnaît un rôle de leader de la francophonie au Canada. Pour ces raisons, l'Université ne peut se permettre aucun écart de langage lorsqu'elle participe à des activités scientifiques et promotionnelles. Nous savons tous l'effet psychologique important lié à la façon de cadrer le message de l'Université au sein de ces activités. La mise en marché de l'Université d'Ottawa comme une université canadienne joue sur la fibre nationaliste des Canadiens et constitue une approche qui s'inspire des techniques du secteur privé dont a fait également usage le gouvernement canadien dans le cadre de son « branding » de l'image de marque du pays à l'époque où le Parti libéral du Canada (PLC) était au pouvoir. Nous avons vu qu'une telle approche a généré beaucoup de cynisme et une perte de confiance dans les institutions, une situation que plusieurs ont jugé néfastes pour la santé de la démocratie⁵. Malheureusement, l'Université d'Ottawa a choisi d'avoir recours au même genre de procédé afin de créer une sorte de synergie entre son mandat et l'image de marque du pays véhiculé par le PLC à l'époque. Ainsi, les valeurs de l'Université d'Ottawa se fondent dans celles du PLC, qui du même coup, conçoit les valeurs canadiennes à son image. Une partie de l'élite franco-ontarienne peut sans doute se retrouver dans ce type de discours sauf qu'en procédant ainsi, l'Université subordonne son lien à la communauté à une logique commerciale qui contribue à vider l'identité francophone de son contenu. Or, un peuple ne peut pas se satisfaire d'être une marque de commerce. Une institution ne peut pas survivre si elle ne pense son public que comme des consommateurs d'images d'une part, et des producteurs de savoirs de l'autre. À l'Université d'Ottawa, l'exigence de solidarité au cœur du mandat de l'institution commande une action en vue de favoriser le développement d'une identité collective non uniquement monnayable. L'Université participe à l'Association des universités de la francophonie canadienne ; au Consortium national de formation en santé et à différents réseaux au sein de

⁵ Richard Nimijean, « Brand Canada and the Decline of the Liberal Party », *Inroads*, vol. 19, p. 84-93.

la francophonie internationale. À l'interne, l'Université a créé les chaires de recherche sur la francophonie et a mis sur pied l'Institut des langues officielles. Ce sont des pas dans la bonne voie afin d'intégrer davantage la recherche francophone au sein de l'économie du savoir couplé à une action favorable au développement de l'identité collective des francophones. Il faut multiplier les initiatives, davantage coordonner le secteur francophone et miser sur sa visibilité au sein de la communauté. Toutefois, l'information, la consultation et les différentes façons d'impliquer davantage le milieu francophone universitaire et communautaire à ce mouvement, bref la gouvernance de l'Université dans le domaine de l'épanouissement et du développement de la francophonie manque aussi de transparence. Il n'y a pas de mécanismes d'imputabilité communautaire et de reddition des comptes alors que les étudiants, les professeurs, les membres du personnel de soutien francophones et francophiles et la communauté francophone souhaitent participer davantage à la gouvernance de l'Université afin de contribuer à rendre plus visible la participation de l'institution au développement d'une identité collective francophone en Ontario et au Canada.

Recommandations

Attendu que les défis de l'économie du savoir et de la solidarité avec la francophonie doivent être relevés, nous recommandons à l'Université de créer des pôles de recherches en français, de favoriser la concertation internationale entre universités dont le mandat est la promotion du multilinguisme et des minorités linguistiques ; et de mieux financer la recherche en français en Ontario.

De façon plus précise, nous proposons au vice-rectorat à la recherche de l'Université, de mettre sur pied une unité spéciale dont l'objectif serait de favoriser la coordination et le développement de la recherche en français à l'Université ; d'en faire la promotion active et la diffusion au sein de la francophonie canadienne et internationale.

Nous recommandons au bureau international de l'Université de favoriser l'internationalisation de la recherche francophone et des chaires de recherche sur la francophonie afin d'en faire un moyen de recrutement d'étudiants de 2^e et 3^e cycles.

Nous recommandons au bureau international de l'Université de mettre sur pied une conférence internationale des universités dont le mandat est de favoriser la promotion du multilinguisme et des minorités linguistiques afin d'échanger les expertises et les bonnes pratiques entre elles pour favoriser leur insertion dans l'économie du savoir.

Nous recommandons au gouvernement de l'Ontario de financer pleinement le développement de l'enseignement et de la recherche en français au sein de la province et en particulier à l'Université d'Ottawa par le moyen d'une augmentation des enveloppes budgétaires destinées à la francophonie et d'une enveloppe spéciale destinée à la recherche.

Attendu que le lien entre l'Université et la communauté francophone de l'Ontario est fondamental et doit être nourri sur une base permanente, nous recommandons la création d'un comité paritaire université-communauté ; et d'un poste d'ombudsman à la francophonie.

L'Université d'Ottawa renforcera son lien avec la communauté et son engagement envers elle si elle se donne une gouvernance plus transparente dans le domaine de la francophonie. Nous recommandons à l'exécutif de l'Université de voir à la création d'un comité paritaire université-communauté afin de favoriser la collaboration de tous les acteurs impliqués dans le développement de la francophonie. Un tel comité serait de nature consultative et permettrait à l'Université de mieux faire connaître ses actions auprès de la communauté mais également de la consulter de façon plus systématique et sur une base continue sur ses orientations et ses projets afin de favoriser la promotion de la francophonie, le recrutement des étudiants, l'offre de programmes en français. L'image de marque de

l'Université auprès de la francophonie devrait aussi faire l'objet de consultations auprès de ce comité.

Nous recommandons à l'exécutif de l'Université de créer un poste d'ombudsman à la francophonie dont le mandat serait de mettre en place un mécanisme de plaintes et de veille de l'évolution du français au sein de l'institution. L'ombudsman aurait aussi pour tâche de permettre une plus grande imputabilité et reddition des comptes.

Conclusion

Nous espérons que ce mémoire que nous soumettons au Groupe de travail sera reçu de façon positive. L'analyse que nous y faisons témoigne de tendances macrosociologiques qui caractérisent l'ensemble du milieu universitaire au plan international. Toutefois, une telle situation oblige à une plus grande vigilance dans un milieu comme l'Université d'Ottawa. Nous avons formulé quelques recommandations qui visent à contribuer aux travaux du Groupe de travail et à sa réflexion. Leur mise en œuvre nous apparaît absolument essentielle afin de voir à la concrétisation des objectifs de l'Université à l'égard de la francophonie ontarienne.

Merci de votre attention.